

## La Nouvelle Gauche et l'intégration européenne

Par **André Brie**

Depuis que, à la fin mars déjà, les congrès des partis ont consentis, maintenant en mai les membres du Parti de Gauche.PDS et du WASG eux aussi votèrent dans des votes internes à des majorités absolues en faveur de la création du nouveau parti commun. En même temps, lors des élections de Brème, la Gauche pour la première fois entra dans un parlement régional de l'Allemagne de l'Est, et cela du premier coup avec 8,4% : dans les sondages fédérales, elle se trouve entre temps constamment à plus de 10 pourcents. Depuis le Congrès d'unification en juin, les votes se multiplient dans les syndicats les voix qui plaident pour une collaboration plus étroite avec le nouveau parti, et le Parti de Gauche peut aussi créditer à son compte les confrontations grandissantes au sein du SPD. Elle a de bonnes chances de remplir le grand vide sans représentation à la gauche du SPD qui s'est déplacé vers le centre.

Jusqu'ici les bonnes nouvelles pour « La Gauche ». La plupart des acteurs devraient être conscient pourtant que le tour de force organisationnel des deux dernières années a réussi à force de clarification programmatiques et stratégiques. Les différences culturelles, historiques et politiques entre les deux partis étaient et continuent d'être grande, bien que les « Piliers programmatiques » passées en mars constatent à raison que « la mesure de communauté acquise [...] est un fondement assez stable pour y ancrer un nouveau parti de gauche. »<sup>1</sup>

Cela applique bien à la création du parti. La question pour sa place stratégique dans la société, comme par exemple Albert Scharenberg la discute dans trois options,<sup>2</sup> reste donc tout aussi ouverte ou respectivement dans l'obscur que de nombreuses erreurs programmatiques décisives. Ce serait criminel de considérer ces déficits comme secondaires. Les formes et les résultats sont extrêmement différentes, mais des développements historiques et actuelles de Gauche montrent avec quelle vitesse la renonciation aux clarifications démocratiques, aux définitions d'identité claires et à une stratégie politique transparente peuvent mener dans des voies sans issues, aux déformations politiques ou même dans la marginalisation sociale.<sup>3</sup> Cela vaut d'autant plus que le nouveau parti dans les années avenir sera maintenu et reconnaissable vers l'extérieur davantage par ses hommes de pointe Gregor Gysi, Oskar Lafontaine et Lothar Bisky que par ses positions programmatiques et politiques et de même vers l'intérieur sera tenu en ligne par se trio. Sans eux les différences politiques éclateront vite, fortement et potentiellement même de façon destructive, comme le PDS en a déjà fait l'expérience une fois après sa défaite électorale en 2002.

<sup>1</sup> Piliers programmatiques – document fondateur programmatique du parti „La Gauche“, [www.sozialisten.de](http://www.sozialisten.de).

<sup>2</sup> Ces trois options pour « La Gauche » sont donc: Une forme de KPD des années 20, un parti « syndicaliste » de l'État social, un « parti populaire de Gauche » qui oriente vers « la construction d'un 'bloc historique' alternatif » ; comparer Albert Scharenberg « Vers l'aube rouge ? » dans : « Blätter », 5/2007, pp. 520-524, ici : p. 524.

<sup>3</sup> Cela applique par exemple à l'association des Spartakistes, qui se voyait confronté, largement impréparée, à la révolution de novembre, la KPD, qui admettait des développements extrêmement sectaires et populistes-nationalistes de même que sa Stalinsation, mais aussi au processus du Parti Communiste Italien qui entre temps se retrouve dans un milieu de politique centriste vague et sans profile.

### **A quel point est-ce que la Gauche allemande est européenne ?**

Scharenberg a bien décrit les faiblesses, le manque de clarté, les trous et les compromis de formules, mais il ne mentionne pas un problème essentiel qui est déjà en train de s'aiguiser : la relation du nouveau Parti de Gauche envers l'intégration européenne en dépit de son importance très actuelle reste dans le brouillard. Tandis que le vieux PDS dans son programme de parti ainsi que dans son programme électoral s'était commis clairement et dans beaucoup de façons concrètes à l'intégration et à un processus constitutionnel (pourtant critiqua le traité constitutionnel), dans les piliers programmatiques, il est seulement question du fait « qu'au moyen de l'Union européenne [...] il a été formé un nouvel espace pour des luttes sociales communes, des mouvements en faveur de la paix et de l'administration économique écologiquement durables, pour la démocratie et contre le racisme et nationalisme, un nouvel espace pour la lutte de classe. » Au-delà de cela, l'on n'y trouve que quelques phrases de critiques de la réalité européenne et la demande très générale pour une transformation de l'UE « vers une union européenne de l'emploi, sociale, environnementale et de paix ». D'autant que cette et d'autres faiblesses programmatiques étaient jusqu'ici, d'autant est urgente une position claire et capable à la politique sur l'intégration européenne. Cela concerne autant les nécessité complexes de critiques concrètes et de la résistance concrète que la contribution intellectuelle et politique à un changement constructif de la direction de développement. La passivité européenne ou même un anti-européisme populiste n'ignorerait non seulement la réalité puissante – et qui pénètre déjà la plupart des espaces politiques – de l'intégration européenne, mais affaiblirait aussi de façon dramatique les possibilités de la gauche de s'engager pour des alternatives émancipatoires, au niveau européen aussi bien qu'au niveau du pays membre.

Une gauche allemande renouvelé a une grande chance politique – mais seulement si elle remplit une série de conditions importantes. Une d'entre elles est de faire partie d'une gauche européenne et d'activement et concrètement appuyer l'intégration et l'unité européenne continue. La Gauche allemande renouvelée sera européenne ou ne sera pas. Cela vaut d'autant plus, qu'il se montre de plus en plus clairement qu'il n'y aura pas non plus d'Europe unifiée s'il n'y a pas d'Europe sociale. La crise profonde de l'intégration européenne est à retracer surtout à l'absence de cette orientation décisive. Aucune force politique ne pourrait et devrait donc être plus pro-européenne que la Gauche si elle acceptait se défi – et avait le courage de l'adresser.

Pour la Gauche dans beaucoup de pays de l'Union européenne – en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne, mais aussi dans de nombreux nouveaux États-membres – il se pose la question *si* elle veut l'intégration continue, et *quelle* intégration elle veut. Le point de départ devrait être la critique de la réalité de l'UE : de la dominance du radicalisme de marché pour la direction de développement toute entière de l'UE (les traités de Maastricht, d'Amsterdam, Nice, du Traité constitutionnel, de la directive des services, pour ne nommer que quelques phénomènes importants) ; des barricades contre le sud de la terre ; de la restriction des droits citoyens et politiques ; du déficit en démocratie acut ; des ambitions de politique de grande puissance et militaires dans les relations internationales et le manque de préparation d'orienter la politique étrangère européenne sur le renforcement de l'ONU, du droit international et du multilatéralisme ainsi que sur une prévention de conflit orientée vers les causes et effective. La résistance de la gauche

contre cette politique et urgemment requise et devrait donc être plus forte, plus effective et plus durable.

Pourtant la désintégration et la renationalisation entre temps plus si invraisemblables – y compris une joie secrète d'une partie de la Gauche de l'échec de l'union – n'est pas une alternative responsable. De toute façon, il s'y trouverait à la fin de la désintégration aussi une zone néolibérale et socialement destructrice européenne, qui pourtant en différence de l'UE ne permettrait non seulement des possibilités d'aménagement difficiles et inadéquates, mais pas de possibilités d'aménagement démocratiques et sociales du tout. En plus, les possibilités de l'intégration européenne pour une incapacité structurelle à la guerre et la victoire sur le nationalisme destructif européen seront mises en danger même sur le continent européen.

### **La chance européenne**

L'intégration européenne a rendu un service historique. Après des décennies de guerres terribles capitalisées elle a garantie la paix entre les pays concernés. Cela était un élément décisif de son acceptation dans les peuples et lève la tâche pour l'intégration d'États supplémentaires pour adresser en particulier les conflits urgents au Balkan occidental et les résoudre par la perspective d'une coopération intensive européenne, d'autant plus que les États européens ont contribué de façon majeure à l'éruption de ces conflits. Pour des décennies, l'intégration en dépit de la dimension sociale absente a contribué au bien-être, à la croissance économique et la demande intérieure renforcée. Elle a en plus encouragé de manière essentielle les contacts humains et culturels et les rencontres sur une grande partie du continent. En dépit de ses graves déficits et crises répétées l'intégration européenne est donc un point de référence positive de sa politique pour « La Gauche ». La critique justifiée de l'orientation actuelle de l'intégration et de la politique européenne devrait exclure en principe une attitude hostile à l'Europe.

Les États individuels continuent de rester un espace essentiel politique pour les changements démocratiques et sociaux. Sous les conditions actuelles, cela seul pourtant ne suffit pas. Comme au dix-neuvième siècle les luttes à l'échelle nationale et ses institutions politiques étaient utilisées par le mouvement ouvrier et d'autres forces politiques et sociales pour chaîner le capitalisme de Manchester et pour développer des alternatives qui le dépassaient, la gauche politique doit et peut aujourd'hui explorer le cadre européen. Il est vrai qu'au moment 40 ou même 50 pourcents des produits nationaux bruts des pays membres de l'UE sont réalisés dans le commerce international, dont pourtant souvent, comme par exemple dans le cas de l'Allemagne fédéral, quatre- cinquième au sein de l'UE. L'Union est un espace géant et certainement capable d'avoir un marché intérieur qui en tant qu'un espace politique pourrait bien être utilisé pour empêcher un retour du capitalisme du laissez faire par la porte de la mondialisation économique libérale, pour maintenir les différents modèles européens ainsi que de les compléter au plan européen et écologique et de continuer de les développer. Une Union européenne obligée à la paix, une union politique qui sera aussi une place pour la lutte européenne de la Gauche pour les alternatives sociales, démocratiques et écologiques, et une Europe ouverte de richesse humaine et culturelle sont les trois défis stratégiques d'une politique offensive pro- européenne du Parti de Gauche.

Il y a encore des points d'accroche pour une telle politique. En dépit de la destruction déjà complète des conquêtes sociales et démocratiques dans beaucoup de pays, l'économiste influent US- américain Jeremy Rifkin a en fait raison quand il répondit à la question d'un journaliste : « Comment payer 'le rêve américain' ? L'Europe après tout s'oriente après le modèle US – par exemple, dans le cas des objectifs de Lisbonne ? » « C'est une erreur. En Europe j'écoute encore et encore. Une économie forte et l'État social se trouve en contradiction l'une à l'autre. Dans des statistiques sur les économies orientées vers la croissance pourtant les pays nord européen mènent toujours. Leur secret ? Ils ont reformé leur État social. » Rifkin continue sa comparaison entre les États-Unis et l'Europe encore plus loin : « Vous discutez de droits que nous ne connaissons même pas encore : pensions, protection des mères etc. Les droits humains et la durabilité jouent un rôle dominant dans les discours politiques. Le rêve européen reste sur la coopération. Donc il va bien aussi dans le monde mondialisé – en contraste avec le rêve américain individualiste. »<sup>4</sup> L'on opposera à Rifkin que la réalité européenne malheureusement n'est pas tout à fait comme il la décrit. Cette critique est juste, elle ne change pourtant rien au fait que la Gauche, dans un changement social et démocratique des discours et des réalités européens trouverait une place vivable à plus long terme que dans la résistance seule.

### **La critique continue de l'Union européenne**

La crise actuelle de l'intégration et de l'unité européenne est plus sérieuse et plus profonde qu'elle n'a jamais été. Elle a des causes structurelles. La désintégration, la renationalisation, le développement en arrière vers une simple zone de libre échange en dépit des moments supranationaux loin avancés du processus d'intégration jusqu'ici ne sont invraisemblables. Au contraire : le « Continuons et fonçons ! » de la politique dominante mènera avec une probabilité considérable juste là. Le président tchèque, Vaclav Klaus, un des critiques les plus éminents conservateurs- libéraux de l'UE a envisagé cette possibilité comme objectif désirable : « Je suis persuadé que c'est l'ordre du jour de projeter l'avenir de l'intégration européenne d'une manière tout à fait différente que cela a été fait jusqu'ici. Nous devrions fonder l'Organisation des États Européens (OEE) dont les membres sont les États individuels – pas les citoyens de ces États directement, comme c'est proposé dans la constitution européenne [...]. L'adhérence à l'OEE ne peut être fondée que par une foi commune dans la capacité des États membres de coopérer dans des secteurs individuels, cela dans l'intérêt commun et à l'avantage commun. Le mécanisme pour trouver des décisions doit être unanime, au moins dans tous les domaines importants. »<sup>5</sup>

L'intégration européenne est menacée de trois directions différentes mais mutuellement liées : D'une part du nationalisme continue et de nouveau grandissant qui détermine surtout la politique européenne actuelle de la Grande Bretagne et de la Pologne, mais en dépit d'une démarcation verbale aussi les concept de Vaclav Klaus. Dans le traité de Nice de 2000, cette politique a pu célébrer un succès gouvernemental officiel. Un des instruments déclarés ouvertement par les forces de la droite nationale est d'ailleurs une ouverte sans principes et sans conditions de l'UE à l'objectif d'affaiblir la cohésion interne de l'Union ainsi que de bloquer le caractère politique et supranational de l'intégration.

<sup>4</sup> Cité après „Die Presse“, le 20 juillet 2006.

<sup>5</sup> Vaclav Klaus, Il est temps de donner à l'UE un fondement plus solide, dans « Neue Zürcher Zeitung », le 30 août 2008.

D'autre part les gouvernements, dans les traités valides ainsi que dans le traité constitutionnel échoué ont répondu à la contradiction réelle et l'unité requise entre unité géographique et approfondissement de l'intégration d'une façon si inadéquate que l'élargissement est vraiment devenu un problème pour le maintien et surtout la continuation de l'intégration. Cela ne devrait pourtant pas être un argument contre des entrées futures, comme justement sur le Balkan occidental la stabilité et la paix ne semblent guère concevables sans une telle perspective. Il est improductif de poser la question pour les limites géographiques de l'Union européenne ou d'arrêter des entrées additionnelles ; par contre, il faut finalement poser la question de la « finalité » politique de l'intégration européenne et de ses conséquences substantielles, contractuelles et institutionnelles (même si cette finalité pourrait être défini autrement dans un avenir plus lointain). Cela vaut aussi et surtout pour « La gauche ». Uniquement sur ce chemin, l'on verra aussi les limites géographiques et pourra le laisser aux peuples et aux États concernés de les déterminer eux-mêmes.

Finalement, et cela est la menace vraiment la plus importante, c'est le radicalisme de marché et de la compétition avancé depuis les années 80s (Traité sur les Communautés européennes 1987, Traité de Maastricht 1992) à devenir fondement même des traité qui menace l'intégration européenne dans sa substance de base. Bien que les gouvernements déclarèrent ces traités être des pas vers une intégration approfondie, ils mettent en péril au cours de leur implémentation et continuation jusqu'à la stratégie de Lisbonne de 2000 et le Traité constitutionnel en fait l'unité européenne.

### **Concurrence entre locations et dumping social**

L'Europe de la compétition conçue dans la stratégie de Lisbonne et ancrés dans les traité ne signifie non seulement un danger pour les liens sociaux, mais aussi une Europe de la « compétition locationnelle » entre les États pour les conditions les plus profitables de l'utilisation du capitale par les taxes bas sur les corporations, les salaires, les standards sociaux et environnementaux et la réduction de la participation démocratique. Dans son essence, cela ne mène pas les sociétés européennes vers l'unification mais inévitablement dans une compétition sur les coûts du capital les uns contre les autres. La division sociale qui l'accompagne, l'exclusion et le déclassement de millions de gens au sein des États européens est scandalisée à juste titre par la Gauche ; en même temps, le côté européen est négligé. Si l'écart économique dans l'UE-15 (mesuré par le pouvoir d'achat) entre les plus développés (par exemple, la cité intérieure de Londres) et les régions les moins développés (par exemple Mecklembourg Poméranie occidentale) était de 2 :1, il s'est exacerbé déjà dans l'UE-25 à 10 :1 (Londres vis-à-vis, par exemple, Lubelskie en Pologne) ; quelques régions en Bulgarie et en Roumanie se trouvent encore en dessous.<sup>6</sup> Aussi l'écart économique entre les pays (Produit National Brut par habitant) est similairement élevé. Si nous exceptons pour une fois le Luxembourg dont le PNB par tête se trouve à plus que 2 fois au dessus de la moyenne de l'UE, il y reste entre les États économiquement les plus forts (dans cette séquence : Irlande, Danemark, Autriche, Pays-bas, Belgique, Suède, Grande Bretagne, Finlande, France et Allemagne) et les pays économiquement les plus faibles (Lettonie, Roumanie, Bulgarie) aussi un écart de 5 :1.

---

<sup>6</sup> Steffen Mau, Inégalité sociale en Union européenne, en : « Aus Politik und Zeitgeschichte », 34/2004 ; Gerhard Gnauck, Beau, lointain, pauvre, dans : Die Welt, le 15 février 2005.

La politique de cohésion européenne est bien sûr vouée à l'objectifs de réduire ses écarts mais en vue de la stratégie de compétition radicale de Lisbonne, le cadre inadéquats financier de l'UE et des politiques semblables néolibérales au niveau des pays, en 2004 le commissaire de l'UE d'alors, Michel Barnier, que « l'écart entre pauvre et riche continuera de s'accroître ».<sup>7</sup> Surtout la polarisation régionale continue de s'accroître. La réponse primaire de la Commission de l'UE et des pays membres est la compétition entre les États : la compétition pour des impôts sur les corporations plus bas (Cyprès : 9,7% ; Lituanie : 12,8% ; Lettonie : 14,4% ; en comparaison : la moyenne de l'UE court à 23,7%), la compétition pour des salaires plus bas ( salaire minimum plus bas en Lettonie : 116 Euro ; Bulgarie : 77 Euro ; Roumanie : 72 Euro), la compétition pour d'autres coûts très bas pour les compagnies. De cette façon, l'on n'unifiera pas l'Europe, mais attisera les uns contre les autres du point de vue économique, fiscal et surtout social, et fera de l'Union le moteur pour la démolition sociale au sein des pays membres : « La concurrence sans merci entre locations mène dans les économies les plus développés à une pression massive sur les salaires, les normes sociaux, mais aussi les systèmes fiscaux. En même temps la menace permanente de relocation de même que le chômage de masse en Europe centrale et orientale que ses pays obtiennent un niveau plus élevé d'État social. »<sup>8</sup>

Si la Gauche veut effectivement s'opposer à la destruction de la sécurité sociale et de la justice dans les États membre, il faut qu'elle s'engage en même temps pour la cohésion sociale et la solidarité en UE, pour une politique européenne du marché intérieure et écologique, pour la réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance de Maastricht, le renouvellement du statut et de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, pour une contribution européenne décisive à la régulation renouvelée du système financier mondial ainsi que pour des normes européennes en ce qui concerne la taxe sur les corporations, les salaires et les prestations sociales. En plus, elle devrait s'engager pour les droits syndicaux et pour une politique européenne qui s'engagerait pour une implémentation mondiale des niveaux de l'organisation internationale du Travail (OIT), de l'organisation mondiale de la santé et l'accord de Kyoto et continue à développer ses normes.

### **La nécessité de l'Union sociale**

A cette fin, les idées de l'ancien président de la commission Jacques Delors sur un gouvernement économique européen et l'union sociale devront être reconduit dans le débat social. La dispute pour une alternative sociale dans ce respect est inséparablement liée avec la dispute pour une Europe unifiée. La crise profonde de l'intégration européenne est en même temps la chance pour son renouvellement fondamental. Enfin l'intégration européenne continue n'est encore concevable que si elle mène à une union de l'emploi et sociale. L'on ne peut pas aimer le marché intérieur, estime Jacques Delors, Europe en tant qu'union sociale pourtant serait le projet qui regagnerait les citoyennes et les citoyens pour l'intégration européenne. Qui veut cela pourtant, ne peut pas se satisfaire avec « l'élaboration de concepts de gauche » (Rosa Luxembourg) et des visions – pourtant nécessaires. Au contraire,

<sup>7</sup> Commission européenne: un partenariat pour la cohésion. Convergence, compétitivité, coopération. Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale, Luxembourg 2004.

<sup>8</sup> Président du DGB Michael Sommer: Un contrat social européen pour le 21<sup>e</sup> siècle. Six thèses, le 7 avril 2005 ; à comparer Jörg Huffschmid : La déformation néolibérale de l'Europe. A l'occasion du 50<sup>ième</sup> anniversaire des traités de Rome, dans : « Blätter », 3/2007, pp. 307-319.

l'on doit être prêt et capable à la lutte de long terme intellectuelle, politique et pratique et organisationnelle, à la politique (en tant que percement de planches épaisses avec mesure et passion) pour un nouveau climat intellectuel et politique en Europe ainsi qu'à un consensus anti-libéral économique et pour un État social européen.

Le non français et hollandais au traité européen n'ont pas déclenché la crise de l'intégration européenne, mais l'ont finalement rendue apparente. Suivant l'« Eurobaromètre » le soutien d'une adhésion à l'UE ne se trouve plus qu'à 55 pourcents. L'abstention aux élections européennes, le désintérêt, les objections et l'ignorance sont grandes, des attitudes nationalistes sont en train d'augmenter dans la plupart des pays d'Europe. Les conséquences de l'élargissement de 2004 ne sont pas digérées. La stratégie de Lisbonne, censé de faire de l'UE jusqu'en 2010 la région économique « la plus dynamique » du monde a échoué dans ce respect et l'on l'utilise par malchance surtout en tant que véhicule pour la destruction des modèles sociaux européens. La « Politique commune étrangère et de sécurité » est solennellement invoqué dans tous les documents et dans tous les discours et transposée dans des effectives vers la militarisation de la politique internationale de l'UE ; de la préparation et la capacité à une politique étrangère commune, les gouvernement sont loin éloignés sur presque toutes les questions décisives. L'Union européenne a perdu l'identification des citoyennes et des citoyens avec son développement, sa politique et sa perspective. L'intégration européenne en tant que projet de paix reste un élément inaliénable et actuel pour la regagner. Mais uniquement le but d'une union sociale européenne pourrait déclencher une re-identification fondamentale et durable. Le comité central des catholiques allemands dans sa contribution à la discussion – largement ignorée par le public et aussi par la Gauche – du 25 novembre 2005 a demandé fermement : « L'Union européenne a besoin d'une confirmation forte de sa dimension sociale pour regagner la confiance des gens dans le sens et la capacité de performance ainsi que surtout aussi dans la fonction de protection sociale qui lui est attribuée – indépendamment de la question de compétence. Ici il appartient aussi que l'Union européenne devrait donner un haut rang à [...] la dimension écologique. Uniquement de cette manière, l'Union politique pourrait être conclue sur la base d'une constitution démocratique. »<sup>9</sup> La Gauche peut dépasser ces demandes avec de la compétence concrète. Se laisser dépasser par eux, elle ne devrait pas permettre.

Une politique d'une vraie victoire sur le déficit social de l'Union européenne ira loin au-delà des idées une orientation sociale et d'une correction politique du marché et signifiera un détournement fondamental de la stratégie de Lisbonne et une politique de l'UE d'État social, au moins dans le sens des propositions antérieures de Jacques Delors. Officiellement pourtant, la stratégie de Lisbonne finalement accentue aussi la combinaison entre la croissance et l'emploi avec la cohésion sociale.

Les « réformes » revendiquées et réalisées en ce moment dans l'UE pourtant visent à réaménager l'État social suivant le principe de la « responsabilité personnelle individuelle ». Cela veut dire par exemple dans la sécurité pour les plus âgé/es la limitation des systèmes de pension publiques à quelque chose tout à fait autre qu'une sécurité de base résistante à la pauvreté, d'autant plus que l'orientation

---

<sup>9</sup> Comité central des catholiques allemands, Le modèle social européen – ligne guide pour réformes, [www.zdk.de/erklaerungen/erklaerung.php?id=157&page=](http://www.zdk.de/erklaerungen/erklaerung.php?id=157&page=).

prioritaire à une prévision à la vieillesse capitalisée privée et au niveau des entreprises vise surtout à la création d'un marché financier européen. Dans le système de santé la réduction à des services obligatoires « médicalement nécessaires » ainsi que des paiements supplémentaires sont à l'ordre du jour. Même si encore au sommet de printemps de 2006, la stratégie de Lisbonne a été confirmée, les buts de politique d'emploi en réalité ont long été abandonnés. En général, l'on ne reconnaît dans les « réformes » dans le secteur social aucun changement vers des systèmes durablement soutenables, mais au contraire le retrait de l'État de la prévision collective partout en Europe. Ce que beaucoup de gouvernement n'osent si ouvertement – à l'échelle européenne eux et la commission ont en fait choisi le système social européen comme modèle et l'ont imposé par le véhicule de la politique de l'UE aussi dans les États nationaux. La dénonciation de l'État social en tant qu'obstacle à l'économie et la compétition, privatisation et orientation vers le marché du capitale de la prévision sociale, dérégulation des marché du travail. Dans un point décisif pourtant l'on se distingue des États-Unis : Tandis que Washington ajuste sa politique financière et économique au propre marché intérieur, la Commission de l'UE et les gouvernements européens misent sur le marché global mondialisé et radicalement libéral et la concurrence des coûts des pays membres les uns contre les autres au lieu de l'utilisation du grand marché intérieur européen, une politique de la demande intérieure européenne et une politique commune, solidaire, une politique économique sociale et de cohésion.

### **La lutte pour une autre Union européenne**

Le modèle social européen jusqu'ici avec ses articulations très différentes nationales devrait obtenir un vrai complément européen et être développé vers une politique européenne de l'État social. Le comité central des catholiques allemands dans une perspective qui constitue certainement une mise en garde pour la politique actuelle, a décrit le modèle social européen comme un « à la base duquel il se trouve un image de l'homme qui accorde à tous les hommes la même dignité et les mêmes droits inaliénables. L'individu dans sa dignité personnelle est l'objectif et le porteur des processus sociaux. Les droits de liberté et de citoyens qui suivent cette image de l'homme ont nécessairement besoin de complétion par des droits sociaux, car la liberté n'existe que là où l'on peut vraiment en jouir. Les droits sociaux devront rendre cela possible. Dans leur logique intérieure, ils visent à la participation de tous à la vie politique et sociale. »<sup>10</sup> La réalité de la politique sociale dans les États européens et dans l'Union est pourtant toute autre. La politique sociale est tout au mieux correction postérieure et secondaire de la politique économique capitaliste. Cela aussi est l'essence de « l'économie sociale de marché ». Une orientation vers l'État social ne signifierait au contraire non seulement l'équivalence de la politique sociale et économique, mais une approche tout à fait différente : avec sa politique toute entière, politique économique et de monnaie inclus, l'État et l'UE seront obligés au plein emploi, la cohésion sociale, la justice sociale, l'égalité et la sécurité ainsi qu'au développement solidaire de l'Union. Finalement cela nous obligerait aussi à une orientation beaucoup plus forte vers le marché intérieur qui aurait une meilleure perspective de loin que la stratégie de Lisbonne.

De cette façon, le cercle se ferme : qui dans des États comme l'Allemagne et la France lutte pour la reconquête de l'État social devra prendre en compte et accepter l'intégration en tant qu'espace décisif pour cette bataille. Qui ne voudrait abandonner

<sup>10</sup> À comparer André Brie, Politique sociale européenne. A démolition de l'État social, [www.andrebrie.de](http://www.andrebrie.de).

le projet de l'intégration européenne devra et ne pourrait le trouver que dans la perspective d'une union sociale européenne. Sans une politique économique fondamentalement changée cela ne pourra pas se faire. La démocratisation de l'Union européenne, la cohésion sociale, la sécurité sociale et le développement écologiquement durable devront être ses buts sociaux politiques et sa composante intégrale en même temps. Les caractéristiques principaux de l'approche complexe requise à cette fin sont clairs : une coopération dans la politique économique entre la Banque centrale européenne, la politique économique et fiscale des États membres et la politique salariale, une politique monétaire plus détendue, une politique salariale orientée vers la productivité, une stratégie d'économie intérieure pour la durabilité et des réformes sociales et écologiques structurelles qui sont orientées vers « une dématérialisation radicale de l'économie européenne »<sup>11</sup>, une politique budgétaire qui renforce les investissements publics, la recherche, l'éducation, et la formation, une politique conséquente d'égal placement, l'obligation radicale de l'UE à l'élimination du chômage de masse qui serait soutenue entre autre par l'adoption du taux de chômage (plus que 10 pourcents) parmi les critères pour le plus haut degré de politique de promotion par l'UE, une Union sociale avec des normes européens minimales pour prestations sociales, salaires et taux d'impôts sur les corporations qui seront convergents graduellement vers le haut dans des « corridors de politique sociale »<sup>12</sup>, ainsi que des « normes quantitatifs et qualitatifs par exemple pour l'amélioration de la protection de la santé, pour le niveau minimal d'une sécurité sociale de base résistante à la pauvreté, une norme minimale de l'UE pour les salaires minimales par exemple 65 pourcents du salaire moyen du pays membre), pour l'élimination du sans-abri ou l'analphabétisme. »<sup>13</sup>

Paul Valéry pensa que le jugement le plus pessimiste s'accordait au plus merveilleux avec l'action et l'optimisme que celle-ci demandait : « Ça, c'est européen ! » Cela devrait aussi être de gauche.

---

<sup>11</sup> Klaus Dräger, Visions pour un nouveau système social. Est-ce que la Gauche a un projet pour l'Europe ? Manuscript non-publié.

<sup>12</sup> A comparer: Klaus Busch: Le modèle des corridors – un concept pour le développement continue de la politique sociale européenne, dans : *International Politics and Society* , 2/1998 ; à comparer aussi : André Brie, Politique sociale européenne, dans : Cornelia Hildebrandt (ed.), *Perspectives de l'État social européen*, Berlin 2003, pp. 13-87.

<sup>13</sup> Klaus Dräger, opus cit.